

Présentation

Indiens, Noirs et marrons dans le Brésil septentrional : XVII^e-XIX^e siècle

Richard MARIN

Université Toulouse - Jean Jaurès

Le présent dossier sur « Indiens, Noirs et *marrons* dans le Brésil septentrional : XVII^e-XIX^e siècle » est composé de cinq articles. Il est centré sur le nord du Brésil, exception faite de l'article de Bartira Ferraz Barbosa et Natália Moragas consacré au peintre paysagiste hollandais Frans Post. On doit à cet artiste, qui séjourna en Pernambouc de 1637 à 1644, lors de l'occupation batave de la région, des toiles d'un grand réalisme informatif sur des scènes de la vie quotidienne qui font de lui le premier peintre du Brésil.

Donc, pour l'essentiel, c'est une histoire de la « périphérie » qui nous est proposée, écrite par des historiens issus en majorité des universités fédérales du Pará, à Belém et de l'Amazonie, à Manaus. Leurs travaux sur la région prennent le contrepied de l'histoire conservatrice dont l'ouvrage d'Arthur Reis : *História do Amazonas* (1931) a constitué la référence quasi indiscutée jusqu'au début des années 1970. Alors qu'elle glorifiait et mythifiait la geste colonisatrice et civilisatrice des Portugais – gouvernants, colons, *bandeirantes* et missionnaires – les auteurs du dossier privilégient une « histoire par le bas », celle des dominés, des « subalternes », en partie saisis à partir d'une histoire sociale du travail inspirée par la *new labour history* britannique.

Loin de la réification des acteurs qui prévalait dans l'analyse marxiste traditionnelle axée sur les modes de production, les auteurs, dans la ligne de l'historiographie brésilienne actuelle, ont bien retenu les enseignements du maître-livre d'Edward P. Thompson, *The Making of the English Working Class*, publié en 1963 et traduit au Brésil en 1987. À sa suite, ils se montrent attentifs au jeu des acteurs, à leur marge d'autonomie, convaincus que ce n'est pas la structure mais bien l'expérience qui fabrique les classes et les groupes sociaux, lesquels ne sont jamais donnés a priori. Cette approche par les stratégies d'acteurs, patiemment reconstituées à travers l'archive, en nous livrant la description minutieuse d'itinéraires d'une grande singularité, nous ouvre à la complexité insoupçonnée des sociétés amazoniennes coloniales.

Comment on le sait, rien ne destinait l'Amazonie, espagnole de par le traité de Tordesillas (1494), à devenir brésilienne. Son attribution aux Portugais par le traité de Madrid (1750), à partir de l'argument de *l'uti possidetis* (qui possède contrôle), ne faisait que reconnaître et sanctionner le formidable expansionnisme lusitain dans la région. Pourtant la première occupation du bassin amazonien (actuels états de l'Amapá et du Pará), avait été réalisée par les Anglais, Hollandais et Français dont les comptoirs, établis sur les rives du fleuve, exploitaient le bois et les épices à la fin du XVI^e siècle. Non sans mal, les Portugais parvinrent à évincer tous leurs rivaux dont les Français, chassés en 1615, pendant l'Union ibérique, de l'île de São Luis do Maranhão où, durant trois ans, ils tentèrent d'implanter une France équinoxiale. La même année, une forteresse portugaise s'installait sur le site de ce qui deviendra la ville de Belém do Pará. La colonisation de l'Amazonie était dès lors lancée.

En 1621, sous Philippe II du Portugal (Philippe III d'Espagne), le territoire de l'Amérique portugaise était divisé en deux unités administratives autonomes. Au nord, l'État de Maranhão, directement subordonné à Lisbonne avec São Luis pour capitale. Rebaptisé État du Maranhão et Pará en 1654, il se dote en 1737 d'une nouvelle capitale : Belém. En 1751, il prend le nom d'État du Grão Pará et Maranhão, débordant les limites du bassin amazonien. Au sud, l'État du Brésil avec Salvador puis Rio de Janeiro (1763) comme capitale est composé de toutes les autres capitaineries.

L'activité économique amazonienne coloniale, principalement extractiviste, repose sur l'exploitation des produits de la forêt. Ces « drogues du *sertão* » : cacao sauvage, vanille, rocouyer, gingembre, cannelle, salsepareille, clou de girofle du Maranhão, noix du Brésil, sont destinées à la satisfaction d'une demande métropolitaine. En parallèle, au XVII^e siècle est tentée, sans grand succès, l'introduction d'une agriculture de plantation (canne à sucre et tabac). Excentrée, la région n'est pas en mesure de concurrencer les capitaineries du Nord-Est comme Pernambuco et Bahia. Peu peuplée, elle ignore la circulation monétaire jusqu'au milieu du XVIII^e siècle et la plupart de ses colons n'ont pas les moyens d'importer des esclaves africains trop coûteux.

Les choses changent au milieu du XVIII^e siècle avec la mise en œuvre de l'absolutisme éclairé et de la politique mercantiliste du marquis de Pombal. En 1755, la région est dotée d'une compagnie à charte : la Companhia Geral do Grão Pará e Maranhão grâce à laquelle son commerce avec l'extérieur s'intensifie. Les colons et les esclaves africains affluent et l'agriculture se développe (riz, canne à sucre, coton) sans pour autant supplanter les activités liées à la collecte des produits de la forêt.

Jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, les populations indiennes constituent la principale sinon l'unique force de travail. Avant 1755, date à laquelle est décrétée leur pleine et entière liberté, les natifs se divisaient en libres et esclaves. Ces derniers ne pouvaient, en principe, être asservis qu'à

l'occasion de « guerres justes », déclarées telles par la couronne. Quant aux Indiens libres, une partie d'entre eux est sous la tutelle des jésuites arrivés au Brésil en 1549, mais seulement en 1652 à Belém sous la conduite du père Antonio Vieira. Comme ils l'ont fait au Pérou, au Paraguay et dans la région de Bahia, un siècle plus tôt, les disciples de Loyola se lancent dans la création de réductions ou de missions (*aldeamentos*) pour lesquelles la couronne leur a accordé l'administration spirituelle et temporelle. Ils y regroupent les Indiens afin de faciliter leur catéchèse, leur administration et les protéger de la rapacité des colons. En même temps, ils assurent la répartition de la main d'œuvre native auprès des colons, ce qui ne va pas sans tensions et conflits. En 1696, on parle de 11 000 Indiens dans les villages d'évangélisation jésuites, un contingent qui aurait pratiquement doublé en 1730. Au milieu du XVIII^e siècle, on estime que l'ensemble des ordres religieux d'Amazonie (jésuites, franciscains, mercédaires, carmélites) contrôle 63 réductions et un total de 50 000 Indiens.

Considérés dans leur ensemble, les articles de ce dossier amazonien ont le grand mérite d'apporter des éclairages originaux sur au moins deux grands thèmes.

Leur premier apport, et sans doute le plus important, est de montrer de façon convaincante l'existence d'un passé afro-amazonien longtemps passé sous silence¹. En insistant sur le rôle joué par les esclaves africains et les afro-descendants dans la force de travail régionale, aussi bien dans l'agriculture que dans les services urbains, à partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle, les auteurs comblent un indéniable vide historiographique.

En effet, après le bref et modeste trafic d'Africains destinés à l'agriculture par la *Companhia de Comércio do Maranhão* (1682-1685), la traite prend de l'ampleur à partir de la création de la *Companhia Geral do Grão Pará e Maranhão* (1755-1778). La main d'œuvre africaine prend alors en partie le relais des natifs qui viennent d'être libérés et ne sont plus sous tutelle des religieux. La plupart des esclaves, d'origine bantou², entrent par Belém ou indirectement à partir des ports du Maranhão, de Pernambouc ou de Bahia. Mais il existe aussi un trafic secondaire organisé par les particuliers et un commerce de contrebande dans d'autres ports brésiliens. Aussi est-il difficile pour ne pas dire impossible d'estimer ce contingent d'Africains qui, de toute manière, s'élève à plusieurs dizaines de milliers d'individus. À la fin du XVIII^e siècle, le Maranhão aurait compté 36 880 esclaves d'origine africaine

¹ Une exception toutefois : la recherche pionnière de Vicente Salles, *O negro no Pará sob o regime da escravidão*, Rio de Janeiro, Fundação Getúlio Vargas/Universidade Federal do Pará, 1971.

² Dans son usage brésilien, le terme de « bantou » ne correspond pas à l'acception classique qui désigne les locuteurs d'un vaste groupe linguistique d'environ quatre cent cinquante langues apparentées couvrant la plus grande partie de l'Afrique centrale et australe. Au Brésil, il désigne les esclaves originaires d'Afrique centrale et équatoriale.

pour 78 860 habitants et le Grão-Pará, 18 944 sur 80 000 habitants³. En 1822, la ville de Belém recensait 5 719 esclaves sur 12 471 habitants et en 1862 la province du Pará comptait encore 30 623 esclaves (14,1 % de la population)⁴.

La région, comme l'illustrent plusieurs des articles, ne faisait pas exception aux formes classiques de résistance et de lutte des esclaves qui prévalaient partout ailleurs. Ici aussi, ils fuyaient et créaient des communautés *marrons* : les *mocambos*, équivalent des *quilombos* du Minas Gerais. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, la correspondance des autorités trahit leur préoccupation permanente : combattre et détruire ces communautés, source d'insécurité. En 1865, nous rappellent Márcio Couto et José Luis Ruiz-Peinado, Tavares Bastos, un parlementaire du Pará, évoquait l'existence de près de 2 000 *mocambeiros* pour la seule région du Rio Trombetas, fortement organisés sous la tutelle « d'un gouvernement despotique électif ».

Sur ce point, les auteurs, dans la lignée des travaux novateurs de Flávio Gomes⁵, ne souscrivent pas à l'interprétation culturaliste – Arthur Ramos, Roger Bastide, Edison Carneiro – qui a longtemps prévalu. Réfutant la vision idéalisée du *mocambo* – une Afrique en réduction en terre brésilienne, sorte de projet alternatif au régime esclavagiste – ils s'attachent au contraire à restituer le phénomène dans toute sa complexité. Ils montrent bien que dans la plupart des cas, loin de constituer des isolats, les *mocambos* s'inséraient dans les réseaux sociaux et commerciaux de la société coloniale au point de parvenir à créer une sorte « d'espace noir » de circulation, selon l'heureuse formule de Flávio Gomes, qui incluait les esclaves urbains comme ceux des plantations, les tribus indiennes, les commerçants et même certaines planteurs. Par exemple, dans le Pará, les *marrons* entretenaient aux frontières des contacts suivis avec les groupes indigènes Ariquena, Xaruma, Tunaiana, Tirió, Waianas e Pianocotó ainsi qu'avec les *marrons* du Surinam, les Djuka, les Aluku ou les Saramaka. Ces communautés, loin d'être toujours en opposition frontale avec le système esclavagiste étaient constamment capables d'accommodements et de négociations. Sur ce plan Diana Oliveira de Souza cite maints exemples surprenants : ainsi, celui du capitaine Manoel José Francisco dénoncé et emprisonné en 1825 pour avoir offert un refuge à des esclaves *marrons* au moment même où ses pairs, en campagne, les pourchassaient. Ou encore, ces esclaves qui semblent dominer la plantation et leur maître, dépassé au point de se voir imposer sur ses terres, aux dires des autorités, la présence d'une communauté *marron*. Ou, encore, en 1828, les habitants de

³ Maclachlan, C., "The Indian labor structure in the Portuguese Amazon, 1700-1800", in: Alden, D. (ed.), *Colonial roots of modern Brazil*, Berkeley, University of California Press, 1973, p. 199-230.

⁴ Salles, V., *op. cit.*, p. 72, 75.

⁵ Dos Santos Gomes, Fl., *História de quilombolas. Mocambos e comunidades de senzalas no Rio de Janeiro, século XIX*, São Paulo, Companhia das Letras, 2006.

la ville de Ourém, au nord-est du Pará, fondée par des familles açoriennes qui commercent avec les *mocambeiros* au grand dam de l'administration.

Le deuxième grand apport historiographique du dossier consiste en la mise en lumière de l'extraordinaire plasticité de cette société de frontière entre les deux grands empires ibériques. En tant qu'espace de grande mobilité physique mais aussi sociale, elle apparaît comme une sorte d'antithèse de la société dualiste et figée de la plantation du Nord-Est, telle que la décrivait Gilberto Freyre dans *Maîtres et esclaves*, en 1933. L'immensité et les contraintes du milieu naturel facilitent la fuite. Les identités sociales peuvent « ailleurs » aisément se brouiller ou se recréer. Arrivé dans un bourg lointain, l'esclave se réinvente comme affranchi et se fond aisément dans les couches populaires urbaines ; le mulâtre qui a changé de nom, n'hésite pas à endosser l'identité d'un Indien *tapuia*, voire d'un *cafuzo*. Ici, on peut en permanence s'enfuir, se faire oublier, réapparaître et renégocier son identité en jouant un nouveau rôle.

L'étonnante histoire de João da Silva, personnage central de l'article de Patricia Melo en est une excellente illustration. Cet Africain né en Angola fut esclave urbain à Lisbonne à l'époque du grand tremblement de terre de 1755. À nouveau vendu et expédié à Belém, il entra au service de la *Companhia Geral do Grão Pará e Maranhão* avant de s'enfuir, de vivre plusieurs années avec les communautés indiennes de la rivière Putumayo, de passer comme « affranchi » au service des franciscains espagnols et, enfin, à celui de la couronne espagnole qui fit de lui un « Capitaine de la Conquête et de la Réduction des Indiens Infidèles » à la suite de sa participation à la déroute d'une rébellion indigène.

Ou encore l'histoire de vie du père José Nicolino (1836-1882), relatée par Márcio Couto et José Luis Ruiz-Peinado. Fils d'une Indienne de la région du Rio Trombetas, il étudia le latin et le français à Belém, fit son grand séminaire en France, à Aire-sur-Adour où il séjourne huit ans avant de revenir auprès de M^{gr} Macedo Costa, l'évêque du Pará. Il appuie le prélat dans ses combats contre la maçonnerie et en faveur de la romanisation du catholicisme brésilien tout en entretenant d'étroits contacts avec les communautés de *marrons*.

L'extraordinaire mobilité caractéristique de cette société de frontière va de pair avec un intense métissage qui n'a rien à envier au Brésil de la plantation, ce que souligne tout particulièrement l'article de Rafael Chambouleyron et Karl Arenz. Le *caboclo*, *mameluco*, *curiboca* ou *caiçara* (Blanc-Indien), le *cafuzo* (Noir-Indien), le *mulato* (Blanc-Noir) ou le *cabra* (Noir-Mulâtre) en résultent. Mieux, à partir de l'ordonnance royale du 4 avril 1755, traduction du souci de la mise en valeur et du peuplement de la région, le métissage devient un des axes de la politique publique et le mariage entre Portugais et indigènes est vivement encouragé. L'ordonnance précise même qu'il est interdit d'utiliser le terme infamant de *caboclos* pour désigner les fils métis de ces unions...

ce qui aura pour effet de les invisibiliser dans les sources officielles et par là même rendre difficile la tâche des historiens.

Enfin, on perçoit en filigrane du dossier que l'Amazonie, souvent présentée comme reliée exclusivement à la métropole, est elle aussi connectée à l'espace atlantique. Si la construction a-territoriale de « l'État du Brésil » s'est faite dans l'Atlantique Sud à travers sa relation étroite avec l'Angola, comme l'a bien montré Luis Felipe de Alencastro⁶, il en est allé différemment pour l'Amazonie. Jusqu'au début du XVIII^e siècle, les principales routes de l'Amazonie coloniale étaient celles de l'Atlantique équatorial et de l'Atlantique Nord⁷. Au XVII^e siècle, la côte de Guinée et le Cap-Vert – ce dernier servant d'entrepôt des esclaves pour le trafic américain – étaient les principaux itinéraires de la traite vers le Maranhão par suite de la facilité de navigation entre les deux régions. Dès le milieu du XVII^e siècle, l'archipel perd de son importance dans le trafic des esclaves par rapport à la côte et on voit grandir l'importance de la place de Cacheu, en Guinée Bissau. À partir du milieu du XVIII^e siècle, la plupart des esclaves proviennent de Sénégambie et l'Angola ne cesse de gagner en importance. Quant aux archipels de Madère et surtout des Açores, ils servent aussi d'entrepôts dans la navigation transatlantique. Depuis le XVII^e siècle, les familles açoriennes fournissent un important contingent de colons pour le peuplement du Nord, leur migration étant souvent organisée et financée par la couronne portugaise.

Finalement, on saura gré aux auteurs de « Indiens, Noirs et *marrons* dans le Brésil septentrional : XVII^e-XIX^e siècle » d'avoir proposé, loin des pôles universitaires dominants du Sud-Est (Rio, Sao Paulo), un réel renouvellement de l'histoire de l'Amazonie, cet espace transnational que l'histoire « nationale » peine tant à intégrer.

⁶ Alencastro, L. F. (de), *O Trato dos Videntes, A Formação do Brasil no Atlântico Sul*, São Paulo, Companhia das Letras, 2000.

⁷ Chambouleyron, R., « A Amazônia colonial e as ilhas atlânticas », *Canoa do Tempo*, Revista do Programa de Pós-Graduação em História da Universidade Federal do Amazonas, vol. 2, n° 1, jan.-dez. 2008, p. 187-204.